



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

224 | Octobre-Décembre 2003

Paysannerie africaines et développement

Relations ville-campagne et développement local

L'exemple de la petite ville de Badou en zone de plantation cacaoyère au Togo

Gabriel Kwami Nyassogbo



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/com/762>

DOI : 10.4000/com.762

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2003

Pagination : 463-474

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Gabriel Kwami Nyassogbo, « Relations ville-campagne et développement local », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 224 | Octobre-Décembre 2003, mis en ligne le 13 février 2008, consulté le 15 février 2023. URL : <http://journals.openedition.org/com/762> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.762>

Ce document a été généré automatiquement le 29 septembre 2020.

Tous droits réservés

Relations ville-campagne et développement local

L'exemple de la petite ville de Badou en zone de plantation cacaoyère au Togo

Gabriel Kwami Nyassogbo

- 1 La ville entretient de multiples relations avec l'espace environnant. L'intensité de ces relations dépend d'un certain nombre de facteurs, dont les dynamismes économique et social de la ville, la richesse de l'arrière-pays rural, et surtout les voies et moyens de transport et de communication. La ville n'est donc pas un phénomène isolé dans l'espace géographique, placé sous son commandement.
- 2 A ce titre, la petite ville de Badou (11 000 habitants en 1997), « capitale d'une enclave pionnière frontalière » (Giraut, 1994), a des rapports étroits avec toute la plaine du Litimé dont l'économie est fondée sur le cacao (Antheaume, 1982-83 ; Giraut 1994 ; Nyassogbo *et al.*, 1995)¹. Cette analyse est tirée d'une étude réalisée par une équipe de géographes de l'Université de Lomé sur la crise cacaoyère et les mutations socio-démographiques qui caractérisent cette plaine (Nyassogbo *et al.*, 1995). Pour cela, une enquête par questionnaire, complétée par des interviews, a été effectuée dans toute la zone en décembre 1988-janvier 1989. Elle a touché au total 472 chefs de ménage, correspondant à une population de 3 517 habitants, dont 1 816 de sexe masculin. Cette enquête, dont un aspect a trait aux relations entre Badou et son hinterland a été actualisée en novembre 1997 par des observations sur le terrain. La petite ville de Badou domine cet espace. L'absence de concurrence a pour origine son isolement géographique dû à la présence de l'Atakora.
Badou, le plus important centre du Litimé
- 3 La plaine du Litimé et son principal centre, Badou, longtemps tournés vers la Gold Coast, aujourd'hui le Ghana, ont toujours vécu au rythme de l'évolution de l'économie cacaoyère.
- 4 Jusqu'au début du XVIII^e siècle, la plaine du Litimé était vide. La forêt dense ombrophile y rendait difficile toute occupation humaine. Venus de Nuatja, puis d'Akposso-Koibi, aujourd'hui au Ghana, les Akposso autochtones, auraient d'abord occupé le plateau

Akposso. D'accès difficile, ce plateau, qui isole le Litimé du Togo, les mettait à l'abri des « bouleversements qu'apportait l'économie de traite parti-culièrement prospère sur les littoraux des Côtes de l'Or et des Esclaves » (Antheaume, 1982-83) (fig. 1). L'introduction du cacaoyer, à partir de la Gold Coast voisine, allait les amener à descendre dans la plaine, afin d'empêcher les hommes d'affaires éwé de Ho et de Kpando de s'approprier à vil prix leurs terres jusque-là inaliénables et peu exploitées. C'est ainsi que furent fondés les villages qui s'égrènent aujourd'hui le long de l'axe routier nord-sud depuis Abrewanko jusqu'à Kpété-Béna, en passant par Badou, situé juste au pied du plateau (fig. 2). Le cacaoyer est à l'origine des importants mouvements migratoires de colons venus d'horizons divers, mais numériquement dominés par les Ewé. L'accueil a été facilité par les ventes massives de terres à cacao effectuées par les Akposso, devenus propriétaires fonciers, et par le système de mise en valeur appelé « *dibi-madibi* », suivant lequel la terre mise en valeur est partagée à égalité entre le propriétaire terrien et le métayer, dès l'entrée en production de la plantation (Gu-Konu, 1979 et 1986). Aujourd'hui une population cosmopolite existe, au sein de laquelle les Akposso, premiers occupants, sont devenus minoritaires sur leur terroir, avec 20 % seulement de la population totale du Litimé, contre 73 % en 1949 (Cornevin, 1969), situation particulière dans le pays. Avec 47 000 habitants, au recensement de 1981, le Litimé a une densité de plus de 100 habitants/km².

- 5 La petite ville de Badou a toujours vécu au rythme de l'évolution de l'économie cacaoyère, avec 83 % des terres occupées. Ce petit village de 479 habitants seulement au comptage colonial du 25 juillet 1932, a connu une forte progression démographique jusqu'en 1960, atteignant 6 500 habitants. La crise de l'économie cacaoyère a abouti à un net ralentissement de la croissance démographique (Dupont, 1985). Avec un taux d'accroissement annuel faible de 1,9 % entre les deux recensements de 1970 et de 1981, Badou avait 8 000 habitants en 1981 et 11 000 en 1997, selon la Direction de la Statistique.
- 6 D'une superficie réduite, 450 km² à peine, la plaine du Litimé est située à l'Ouest de la Région des Plateaux et fait partie intégrante des secteurs marginaux du bassin de la Volta au Ghana. Limitée à l'ouest, au sud et au nord par le Ghana, cette périphérie nationale est séparée du Togo à l'est par l'Atakora, à laquelle appartient le plateau Akposso, qui surplombe la plaine de 400 m de dénivellation (fig. 1). Cette situation géographique fait de cette partie du Togo « l'appendice » du Ghana (Antheaume, 1982-83), situation née des différents partages successifs entre les puissances coloniales. A la suite des rectifications de frontières, en 1927, conséquence de la Première Guerre mondiale, les cantons d'Adouji au nord et du Litimé au sud ont été échangés : le premier devenait une possession britannique, et le second appartenait désormais à la France. L'éloignement et l'enclavement de ce canton ont longtemps posé des problèmes d'administration au pouvoir colonial. Rattaché d'abord au Cercle d'Atakpamé, il en fut détaché pour être sous le commandement du Cercle de Kloto en 1935. Cette décision aggrava les problèmes, et en 1936, il revint à nouveau sous le commandement du Cercle d'Atakpamé.
- 7 C'est sans doute l'isolement derrière la chaîne de l'Atakora qui a amené les pouvoirs publics à créer en 1974 la préfecture de Wawa composée de la plaine et du plateau. Double chef-lieu du canton du Litimé depuis l'époque coloniale allemande et de la préfecture de Wawa, Badou est en même temps l'agglomération la plus peuplée, le plus gros marché et le centre de collecte du cacao et de redistribution des produits manufacturés. Elle joue localement un rôle économique de premier plan. La création de la préfecture avec ses services administratifs déconcentrés, évite désormais à la population de se rendre à Atakpamé, chef-lieu de la Région des Plateaux, situé à une soixantaine de kilomètres, où

elle réglait auparavant ses affaires. Badou la remplace aujourd'hui sur le plan administratif. La présence des uniques lycée et hôpital de cet espace caractérisé par la monoproduction cacaoyère, renforce davantage les multiples relations économiques, administratives et socio-culturelles entre ce centre et son arrière-pays, dans un contexte d'isolement géographique, la plaine du Litimé étant séparée du reste du Togo par la chaîne de l'Atakora. Toutes ces relations sont favorisées par un réseau dense de routes et de pistes qui sillonnent la zone.

- 8 Atteinte par la route venant d'Atakpamé en 1939 et tête d'un réseau très dense, la ville domine toute la plaine et entretient des relations très étroites avec les nombreux villages et hameaux de l'arrière-pays (fig. 2), car c'est un marché agricole très important.
Badou, un centre qui entretient d'étroites relations avec son arrière-pays
- 9 La richesse et la monétarisation précoce de l'économie générées par le cacao, et le remarquable réseau routier destiné à drainer le cacao vers Lomé expliquent le développement des relations entre Badou et ses campagnes dans cette périphérie nationale.
- 10 Notre enquête, montre que les planteurs de cacao se rendent nombreux à Badou au cours de l'année. Sur les 472 chefs de ménage de l'échantillon, 434 s'y rendent suivant une périodicité variable, tandis que seulement 38, soit 8 % n'y vont plus (tabl. I).
- 11 Même aux âges les plus avancés, les déplacements à Badou ne sont pas exclus : plus de 50 % des 60 ans vont y régler une affaire ou faire une course. Les 8 % de l'échantillon qui ne s'y rendent plus du tout sont soit très âgés, soit malades.
- 12 La périodicité des déplacements des planteurs de leurs villages et fermes vers la ville est un élément important pour apprécier l'intensité des relations qui les lient aux citadins (tabl. II).
- 13 Si 137 chefs de ménage, soit 29 % de l'échantillon vont rarement à Badou ou ne s'y rendent plus du tout, plus de 50 % font le déplacement au moins cinq fois par an, et plus de 10 % entre deux et cinq fois. Les relations sont plus intenses au moment de la récolte et de la vente du cacao, d'octobre à janvier. C'est la période où l'argent circule beaucoup dans toute la plaine et où les planteurs, les commerçants, et les fonctionnaires font des dépenses ostentatoires. Le cacao règle le rythme de la vie économique : durant cette période d'abondance, marquée par une intense activité commerciale à Badou et dans les autres marchés, les visites au chef-lieu pour de nombreux planteurs, surtout jeunes, ont lieu tous les jeudis, jour de marché.
- 14 Quels sont les motifs qui poussent les planteurs de cacao à se rendre plus ou moins régulièrement à Badou ?
- 15 Pour bien appréhender la nature des relations entre la ville et son arrière-pays, les différents types de relations, c'est-à-dire les raisons ou les motifs évoqués par les planteurs dans leurs déplacements sont identifiés. Les réponses ont trait à des raisons :
 - économiques (achat, vente au marché) ;
 - administratives (établissement de papiers administratifs, affaires à régler au commissariat, à la gendarmerie, à la préfecture, au tribunal moderne ou coutumier, surtout les litiges fonciers ou les vols de produits agricoles très fréquents) ;
 - sanitaires (consultations médicales, produits pharmaceutiques à acheter, visite à un malade à l'hôpital) ;
 - familiales (visites aux membres de la famille, aux jeunes élèves ou apprentis, participation à des cérémonies traditionnelles, etc.).

- 16 Dans les réponses, un enquêté peut donner plusieurs raisons à la fois. Le tableau III indique la fréquence des raisons évoquées.
- 17 Les motifs économiques passent avant tous les autres, pour plus de la moitié des personnages interrogés, suivis de près par ceux sanitaires. Les besoins de régler un problème dans un service administratif et de rendre visite à un membre de la famille installé à Badou, suivent très loin derrière avec moins du tiers des personnes interrogées. La rubrique « autres », qui ne recueille que 27,33 % des enquêtés, correspond à ceux qui viennent en ville pour des raisons diverses : besoin de boire une bière ou toute autre boisson fraîche, abondamment servie dans les bars-dancings, se rendre au marché, écouter de la musique moderne, honorer un rendez-vous pour une raison ou pour une autre, collecter un ou des loyers car nombreux sont les planteurs qui avaient investi dans la construction de maisons à louer à Badou, Atakpamé, ou même à Lomé, la capitale, pendant la période de prospérité. La location de ces maisons leur permet d'affronter aujourd'hui les rigueurs de la crise de l'économie cacaoyère avec moins de difficultés. Mais elles sont en même temps des sources de conflits fréquents entre les héritiers (descendants et collatéraux) à la mort du propriétaire. Tous ces déplacements ont lieu surtout le jeudi, jour où le planteur vient vendre son cacao et acheter un coupe-coupe, une houe, une hache ou tout autre instrument aratoire. Il peut acheter aussi un produit de première nécessité (allumettes, torche, lampe à pétrole, pétrole, savon, etc.), une pièce de rechange pour le moulin à maïs en panne, du ciment et des feuilles de tôles ondulées pour le logement en construction ou en rénovation, des produits de toilette, des postes radiophoniques, sans oublier des produits alimentaires, d'importation ou de production locale.
- 18 L'enquête a également essayé de saisir de façon qualitative, à partir d'observations et d'interviews, les motifs des visites des habitants de Badou vers l'arrière-pays.
- 19 Les commerçants sont les plus nombreux à se rendre régulièrement dans les villages, surtout là où un marché hebdomadaire existe. Parmi ces commerçants, les femmes ewé, akposso, kotokoli, mina du Togo, yorouba d'origine nigériane sont les plus nombreuses. Le groupe des hommes est essentiellement composé de Nigériens, de Nigérians et de Maliens. Tous se rendent dans ces marchés pour offrir des marchandises importées aux populations rurales, ou pour approvisionner les citadins en produits agricoles. À part le marché de Badou qui a lieu le jeudi, les autres marchés du Litimé (fig. 2) se tiennent suivant une périodicité régulière (tabl. IV).
- 20 Mardi est le seul jour de la semaine où ne se tient aucun marché dans la plaine, mais des marchés ruraux, situés sur le plateau, drainent les commerçants du Litimé. Les activités commerciales se sont morcelées et entraînent de nombreuses foules de vendeurs et d'acheteurs qui se rencontrent presque chaque jour, malgré la crise économique qui persiste. Outre les commerçants, les fonctionnaires, les artisans et d'autres catégories socio-professionnelles, installés à Badou, se rendent de temps en temps dans les villages et fermes pour des raisons très variées :
- contrôle de la plantation cacaoyère ou du champ de cultures vivrières confiés au métayer ou à l'ouvrier agricole, surtout pendant la période de récolte de cacao ;
 - contrôle des travaux d'une maison en construction ;
 - collecte des fonds tirés de l'exploitation d'une boutique, d'un moulin à maïs ou d'une décortiqueuse de café, très rare dans la plaine.

- collecte du loyer auprès des fonctionnaires (enseignants, infirmiers, agents d'encadrement agricole...) par des planteurs aisés installés à Badou.

- 21 Enfin, des cérémonies diverses à l'occasion de mariage, de naissance ou de toute autre cérémonie, surtout les funérailles qui deviennent de plus en plus grandioses à l'image de ce qui se passe à Lomé et dans les villes du Sud, obligent les habitants de Badou à se rendre dans leur village (Nyassogbo, 1999).
- 22 Tous ces va-et-vient, très nombreux et réguliers entre le petit centre local et le reste de la plaine, surtout durant la récolte de cacao, ont un arrière-fond économique. Celui qui vient à Badou pour apporter des produits vivriers à son fils, élève ou apprenti, ou pour des raisons politiques ou administratives (accueillir un ministre de passage ou un haut fonctionnaire, surtout à l'époque du parti unique, où l'absence à ce genre de manifestation, était considérée comme une opposition au régime), ou pour rendre visite à un malade ou pour se soigner à l'hôpital, etc., achète toujours quelque chose. Il vend également en retour les produits de sa terre. Les dons et cadeaux, en nature et en espèces, ne manquent jamais à ces occasions de rencontres de plus en plus régulières et intenses. L'intensification des relations ville-campagne et la remarquable mobilité des citadins et des ruraux en contact permanent en cette fin de siècle, s'expliquent par une série de facteurs.

Une intensité croissante de relations entre Badou et son arrière-pays

- 23 Parmi les facteurs qui ont favorisé des mouvements de plus en plus intenses entre Badou et son arrière-pays, la restructuration territoriale et la création de la nouvelle préfecture, en 1974, tiennent une place de choix. La division territoriale en unités administratives plus petites répond au souci officiel du pouvoir de « rapprocher l'administration des administrés ». Un autre objectif jamais avoué est un quadrillage plus serré du territoire en vue d'un contrôle plus efficace de la population, de ses activités et de ses mouvements, par le pouvoir. Il n'est pas inutile de rappeler que le Litimé est une zone frontalière stratégique qui a toujours fait l'objet d'une surveillance tatillonne par les gardes-frontières d'un côté comme de l'autre. Si l'infiltration « illicite » du cacao en provenance du Ghana favorise l'économie togolaise, en raison de la chute constante de la production cacaoyère depuis les années 1960, le Ghana voisin par contre a toujours tout mis en œuvre pour éviter, ou du moins freiner cette infiltration (Nyassogbo *et al.*, 1995). Désormais avec la nouvelle préfecture et les services administratifs mis en place, la population n'a plus recours à Atakpamé, chef-lieu de la Région des Plateaux mais à Badou, le centre local, qui est à moins d'une heure de route de n'importe quel village ou ferme du Litimé. La préfecture a également été à l'origine de la mise en place d'infrastructures et d'équipements sociaux collectifs de base tels que le lycée et l'hôpital à Badou. Avec le collège confessionnel de Tomégbé, construit par la mission catholique au début des années 1960, la plaine du Litimé possède deux établissements scolaires préparant les élèves au baccalauréat. La création du lycée de Badou a permis aux parents d'y inscrire leurs enfants en classe de seconde après le Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC) qu'ils obtiennent dans les Collèges d'Enseignement Général (CEG). L'unique hôpital de cette zone frontalière a réduit également les évacuations sanitaires, auparavant fréquentes sur le Centre hospitalier régional d'Atakpamé, ou sur les hôpitaux mieux équipés en personnel et en matériel du Ghana (Jasikan, Kadjabi, Wora-Wora), dans un contexte de précarité de moyens de transport (ambulance en panne, ou sans carburant que le malade doit acheter). Les évacuations se faisaient et se font encore souvent avec les taxis-brousse, heureusement de plus en plus nombreux.

- 24 L'enclavement et l'isolement de la plaine du Litimé, et de son centre urbain, où l'agriculture est encore l'activité dominante de la population (plus de 30 %), justifient pleinement la création de la préfecture de Wawa et des services et équipements de base qui l'accompagnent et la consolident.
- 25 Les mouvements intenses de population et de biens entre ce centre semi-urbain et ses campagnes ne sont pas possibles sans un réseau routier exceptionnellement dense. D'accès difficile jusqu'à la fin des années 1960 et longtemps coupé du Togo, le Litimé était obligé de vendre sa production cacaoyère dans le Buem, au Ghana. Après les premières années d'indépendance, les besoins de collecte et de transport du cacao vers le port de Lomé et les nécessités d'une bonne administration territoriale, imposèrent le désenclavement de ce petit espace géographique d'un grand intérêt économique et stratégique pour le Togo. Le voyageur, venant d'Atakpamé ou de Kpalimé, était surpris par la qualité de la route entièrement asphaltée, de près de 80 km, qu'il empruntait pour atteindre Badou, juste au pied du plateau, après une pente fort abrupte. La plaine est elle-même caractérisée par une exceptionnelle densité du réseau routier d'une qualité remarquable. Trois routes bitumées et des pistes larges, praticables en toute saison, relient les principaux villages et hameaux entre eux d'une part, et à Badou, tête du réseau routier d'autre part. La plus longue route bitumée longe le plateau du nord vers le sud, sur une longueur de 30 km environ. Les neuf villages, fondés par les autochtones, sont situés le long de cette voie. Les deux autres, moins longues, sont parallèles entre elles et coupent à peu près perpendiculairement la première (fig. 2).
- 26 Toutes ces voies, aujourd'hui mal entretenues faute de moyens, aboutissent à la frontière du Ghana, où la fin de la route marque la délimitation territoriale entre les deux pays que rien ne permet de distinguer dans le paysage, comme dans la préfecture de Kloto (Nyassogbo, 1997, 1999). Les pistes, orientées dans le sens sud-nord et est-ouest aboutissent également à la frontière. Avec près de 150 km de routes praticables pour une superficie de 450 km², le Litimé apparaît comme la zone la plus densément parcourue du pays avec 1 km/3 km² contre 1 km/7 km² au plan national. Cette remarquable densité des voies de communication a des impacts socio-économiques importants sur les échanges frontaliers entre les deux périphéries nationales (Gozo K. et Ogroundé L., 1989). La construction de ces routes répond également à un objectif jamais avoué : drainer une partie du cacao ghanéen vers le Togo, pour compenser en partie la chute de la production due à la pourriture brune et au swollen-shoot d'une part, et la baisse des revenus cacaoyers provoquée par l'effondrement des cours sur le marché mondial de l'autre.
- 27 Ces routes favorisent également l'animation des 7 marchés principaux, y compris celui de Badou, qui quadrillent si bien la plaine (fig. 2). Elles créent d'intenses courants commerciaux entre le marché principal de Badou et les marchés secondaires, dont les plus importants sont ceux de Kpété-Béna, Mangoassi, Badou-Dzindzi et Kessibo-Wawa, très fréquentés par les Ghanéens. Des trafics d'or et de diamant ont souvent lieu sur ces marchés frontaliers. L'agriculture commerciale a très tôt favorisé la forte monétarisation de la zone et créé d'intenses activités commerciales, car « *le commerce est bien l'affaire des villes du sud, en particulier dans la zone de production du café et du cacao, la région rurale depuis longtemps la plus monétarisée* » (Marguerat, 1985). Il n'est donc pas étonnant que suivant les résultats du recensement de 1970, dépouillé par Yves Marguerat, la proportion des chefs de ménage exerçant dans le commerce à Badou soit plus élevée que dans les principales villes du pays : 25,1 % de la population, contre 22,2 % à Lomé, la capitale ; 23,2 % à Kpalimé, un autre centre cacaoyer et caféier ; 22,6 % à Dapaong, le chef-lieu de la Région

des Savanes et « porte du Sahel » au Togo (Nyassogbo, 1990). Seul le chef-lieu de la Région des Plateaux, Atakpamé, a une proportion à peine supérieure : 25,7 %. Les marchés hebdomadaires jouent un rôle de premier plan dans ce rapprochement entre Badou et ses villages. Mis à part les voies et moyens de transport modernes qu'utilise la population pour se rendre sur les marchés, les planteurs empruntent également les sentiers qui innervent les plantations et les nombreuses fermes (*kopé*) dispersées dans les cacaoyères. L'animation y est forte le jour du marché où l'on vient non seulement pour acheter ou vendre, mais aussi pour avoir des nouvelles de la famille résidant soit dans d'autres localités du Litimé, soit dans les autres régions et pays voisins, notamment le Ghana, pour les immigrés, qui font de Badou un milieu cosmopolite comme l'ensemble de la plaine. Sur une population de 8 111 habitants en 1981, on comptait 629 étrangers, c'est à dire des non-Togolais, venus principalement du Ghana surtout au cours des années 1920 et 1930, soit 7,8 % de la population, contre 7,2 % à Lomé ; 6,1 à Kpalimé ; 5,4 à Atakpamé et 4,1 à Dapaong. La deuxième ville du pays, Sokodé, et la troisième, Kara, n'en comptent respectivement que 2,1 et 2,9 %. Seule la vieille cité précoloniale d'Aného, ancienne capitale du Togo (1887-1897), avec un pourcentage de 8,7 % de non-Togolais, dépasse véritablement Badou. De par leur situation géographique à la frontière et leur ancienneté dans l'ouverture à l'économie de traite, les trois villes secondaires d'Aného, de Kpalimé et de Badou comptent le plus d'étrangers dans leurs populations.

- 28 Badou domine la plaine sur tous les plans. La ville a le privilège d'avoir accueilli au départ 2 agences bancaires, réduites depuis plus d'une quinzaine d'années à une seule, la Banque Togolaise de Développement (B.T.D.), la Caisse Nationale de Crédit Agricole (C.N.C.A.), ayant disparu du paysage national, faute d'une gestion rigoureuse. Par ailleurs, la première station-service de tout le Litimé a été mise en place à Badou par un fils de Tomégbé, homme politique très influent dans l'ancien régime à parti unique. La deuxième station-service (ELF) a vu le jour à Badou en 1997. Toutes ces fonctions administratives, commerciales, financières et socio-culturelles, font du centre semi-urbain de Badou le plus gros centre du Litimé auquel la population a régulièrement recours. Malgré la crise économique qui sévit dans toute cette zone frontalière et à Badou, cette localité joue le rôle de centre d'encadrement de son hinterland et de petite ville-marché dans le contexte du développement local.
- 29 L'analyse a révélé que la forte prospérité générée par l'économie de traite fondée sur la cacaoculture a entraîné très tôt d'importantes activités commerciales et une forte monétarisation de l'économie de la plaine du Litimé. Ces activités commerciales, dont Badou était devenu le centre principal dans cet espace enclavé, font déplacer les populations des villages et fermes vers la ville. La création de nouveaux marchés au cours des années 1960 et 1970 à la frontière (Badou-Dzinzi, Mangoassi, Kessibo-Wawa) et l'équipement en services administratifs et sociaux collectifs de Badou, suite à la création de la préfecture en 1974, viennent renforcer la primauté du chef-lieu dans un contexte d'isolement géographique et d'absence de concurrence de tout autre centre. Atakpamé, la véritable ville dont elle dépendait jusque-là sur le plan administratif, se trouve à 80 km, de l'autre côté du Plateau.
- 30 La fluidité de l'espace et la remarquable mobilité de la population qui caractérisent ces zones à économie de plantation, s'expliquent également par le développement et la modernisation des voies et moyens de transport. Si dans les années 1950 et 1960 le voyageur mettait une journée entière pour parvenir au chef-lieu administratif, Atakpamé, par une route très dangereuse et très étroite qui n'autorisait pas la circulation automobile

dans les deux sens, aujourd'hui, il met à peine une heure et demie, même avec les tracasseries policières. La rapidité et le confort dont jouit le voyageur sont rendus possibles par une route large et asphaltée. Il jouit des mêmes facilités dans la plaine ; autrefois le déplacement se faisait essentiellement à pied, et le transport de produits agricoles à tête d'homme jusqu'à l'acheteur à Badou. Aujourd'hui, les acheteurs de produits, communément appelés « *buyers* », font avec beaucoup plus de facilités leurs opérations dans les villages et fermes.

- 31 Malgré la crise de l'économie cacaoyère et la « *décadence relative* » de Badou qui croît très lentement (Dupont, 1985), la ville n'est pas coupée de son arrière-pays, contrairement à ce qui s'est passé autour de Dimbokro en Côte-d'Ivoire où l'on note une « *absence d'interrelations* » entre la ville et ses campagnes (Bredeloup, 1997), conséquence directe de la modernisation des voies et moyens de transport et de la proximité de la capitale. En dépit de ces atouts, le centre local manque cruellement de moyens pour mieux encadrer ses campagnes. Sur le plan sanitaire, les malades préfèrent encore se rendre dans les hôpitaux proches du Ghana, où de meilleures possibilités de soins sont offertes : bon accueil, fractionnement des produits pharmaceutiques livrés en vrac, et bas prix, possibilité de paiement des frais d'hospitalisation différé...
- 32 Sur le plan de l'emploi, seuls le secteur informel et l'administration locale très réduite accueillent les jeunes demandeurs d'emploi, obligés de partir ailleurs après leur formation. Le développement des activités touristiques à partir des nombreux sites que recèle la région (sommets verdoyants, gorges profondes, cascade d'Akloa, climat clément...), la possibilité de transformation des produits agricoles, notamment fruitiers, le développement des cultures vivrières importées surtout du Plateau, d'Atakpamé et du Ghana, peuvent être un début de solution partielle à la grave crise qui secoue tout le Litimé, et retenir une partie de la population active, au lieu de focaliser toute l'énergie sur la seule production cacaoyère, « *une innovation technique à marche forcée* » (Antheaume, 1982-83).
- 33 Enfin, le budget dérisoire de cette petite commune mixte (10 millions de F. CFA), où la mobilisation des ressources est un problème grave comme dans l'ensemble du pays, ne permet pas à Badou d'assurer son propre développement ni celui de ses campagnes.
- 34 Cette analyse de l'interaction entre la ville et la campagne du développement local, qui révèle des contacts plus fréquents et plus réguliers entre citadins et ruraux, montre tout l'intérêt que manifestent les organismes internationaux de développement à l'égard des petites et moyennes villes qui ont un grand rôle à jouer dans les développements local et régional, dans le cadre d'une véritable décentralisation fondée sur les transferts de pouvoir et de compétence. En effet, ces centres urbains sont beaucoup plus proches du milieu rural dont ils sont à l'écoute, que les capitales, trop tournées vers l'extérieur.

BIBLIOGRAPHIE

ANTHEAUME B., 1982-83 – Des hommes à la rencontre des arbres. (Le cacaoyer et les Akposso dans le Centre-Ouest du Togo). *Cahiers ORSTOM, Série Sciences Humaines*, 18(1), p. 47-62.

ANTHEAUME B. et PONTIE G., 1990 – Les planteurs-rénovateurs de cacao du Litimé (Centre-Ouest du Togo). L'innovation technique à marche forcée. Cahiers ORSTOM, *Série Sciences Humaines*, 26(4), p. 655-677.

BREDELOUP S., 1977 – Dimbokro, the Typical Ivorian Town, or the Absence of the Urban-Rural Interaction ? In : Baker J., Ed. – *Rural-Urban Dynamics in Francophone Africa*. Nordiska Afrikainstitutet, Uppsala, p. 112-129.

CORNEVIN R., 1969 – *Histoire du Togo*, 3^e édition. Berger-Levrault, Paris, 554 p.

DUPONT V., 1985 – *Dynamisme des villes secondaires et processus migratoires en Afrique de l'Ouest. Le cas de trois centres urbains en région de plantation au Togo : Atakpamé, Kpalimé, Badou*. Université de Paris I, Editions ORSTOM, Paris, 432 p. (Série Etudes et Thèses) (Thèse de doctorat du 3^e cycle).

GIRAUT F., 1994 – *La petite ville, un milieu adapté aux paradoxes de l'Afrique de l'Ouest. Etudes sur le semis, et comparaison du système spatial et social de sept localités : Badou et Anié (Togo) ; Jasikan, et Kadjébi (Ghana) ; Torodi, Tamasské et Kéïta (Niger)*. Université de Paris I, 443 p. (Thèse de doctorat).

GIRAUT F., 1994 – La construction d'une petite ville en région de plantation frontalière : Badou (Togo). *Cahiers d'Outre-Mer*, (47)187, p. 271-303.

GOZO K. et OGOUNDE L., 1989 – Echanges frontaliers et leur impact sur l'organisation de l'espace dans les secteurs ghanéo-togolais de Kpalimé et de Badou. In : *Série Echanges régionaux, commerce frontalier et sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, Rapport final d'enquête et d'étude*, 110 p. multigr.

GU-KONU E. Y., 1979 – Plantations paysannes et stratégies de l'espace dans le sud-ouest du Togo. In : *Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale. Logique paysanne et rationalité technique*. Actes du Colloque de Ouagadougou (4-8 décembre 1978). Editions de l'Orstom, Paris, p. 93-103.

GU-KONU E. Y., 1986 – Une pratique foncière dans le sud-ouest du Togo. Le « dibi-madibi ». In : CROUSSE B., LE BRIS E. et LE ROY E., eds – *Espaces disputés en Afrique noire. Pratiques foncières locales*. ORSTOM – CNRS, Paris, p. 243-252.

MARGUERAT Y., 1985 – *Armature urbaine du Togo*. Editions ORSTOM, Paris, 166 p. (Série Etudes et Thèses).

NYASSOGBO K. G., 1990 – L'essor d'une ville secondaire à l'extrême-nord du Togo : Dapaong. In : *6^e Journées Géographiques de Côte-d'Ivoire, Man, 13-17 février*. 42 p. dactylographiées.

NYASSOGBO K. G., GOZO K. et OGOUNDE L., 1995 – *Crise économique et mutations socio-démographiques dans une économie de plantation : le cas du Litimé au Togo*. Programme de Petites Subventions pour la Recherche en Population et Développement. Union pour l'Etude de la Population Africaine (UEPA), Dakar, 218 p. (Rapport d'Etude n°14).

NYASSOGBO K. G., 1997a - Urban Rural Interactions in Sub-Saharan Africa. The case of Palimé and its Hinterland. In : Baker J., Ed. p. 51-64.

NYASSOGBO K. G., 1997b – Développement local, villes secondaires et décentralisation au Togo. In : BERTRAND M. et DUBRESSON A., Eds. – *Petites et moyennes villes d'Afrique noire*. Karthala, Paris, p. 89-109.

NYASSOGBO K. G., 1998 – Citadins et ruraux en Afrique : l'exemple des relations villes-campagnes autour de la ville moyenne de Kpalimé au Togo, à l'aube du 3^e millénaire. In : *Communication au Colloque international de Yaoundé sur citadins et ruraux à l'aube du 3^e millénaire, Yaoundé, 29-31 octobre*. 18 p. dactylographiées.

NOTES

1.- Cet article est extrait d'une étude financée par le CRDI dans le cadre du Programme de Petites Subventions pour la Recherche en Population et Développement (UEPA) : Nyassogbo K., Gozo K. et Ogoundé L., 1995.